



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Stratégie d'utilisation des forces de l'ordre

Question au Gouvernement n° 3570

Texte de la question

STRATÉGIE D'UTILISATION DES FORCES DE L'ORDRE

M. le président. La parole est à M. Stéphane Viry.

M. Stéphane Viry. Monsieur le Premier ministre, les coups portés au producteur de musique ce samedi et ceux portés contre les policiers ce dimanche sont inacceptables. J'adresse, et permettez-moi d'y associer tous mes collègues députés des Républicains, mon soutien à toutes les victimes de ces agressions intolérables. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR et sur plusieurs bancs du groupe LaREM. – M. François Ruffin applaudit également.)* La violence ne saurait être excusable, d'où qu'elle vienne.

Elle provoque réprobation et indignation, mais l'indignation ne doit pas être sélective. Les lynchages de policiers et de CRS ce dimanche sont tout aussi condamnables, et nous devrions tous, quel que soit notre groupe, soutenir ces derniers de façon claire, sans compromission. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR et divers autres bancs.)* Ils exécutent des missions délicates, souvent ingrates et parfois difficiles, de protection de la population. Leur courage, notamment lors des attentats, force le respect et les Français le savent. C'est pourquoi nous les soutenons dans leur mission de maintien de l'ordre public, qu'ils accomplissent avec sang-froid et professionnalisme, et rien ne doit remettre en cause leur intégrité. Si certains osent justifier les violences contre nos forces de l'ordre, comment expliquent-ils ce que nos pompiers peuvent subir également ?

La vérité, c'est que la situation est explosive dans notre pays. En 2019, près de 40 000 policiers ont été violentés dans l'exercice de leur métier. La vérité, c'est que les choix que vous avez faits ont installé un climat désastreux. Les Français s'interrogent sur l'emploi de la force publique, sur les instructions données, sur la stratégie d'utilisation des forces de l'ordre.

M. Raphaël Schellenberger. Castaner, ministre de l'épuisement !

M. Stéphane Viry. Monsieur le Premier ministre, au-delà des beaux discours, agissez vite et bien, car face à cette montée de l'extrême violence votre ministre de l'intérieur, auditionné hier en commission des lois, a expliqué que des policiers présents lors de ces manifestations manquaient de formation et d'équipements. Mettre à ce point en danger celles et ceux qui nous protègent est une faute, et l'émoi suscité par ces scènes choquantes fragilise la confiance de nos concitoyens envers leur police. Qu'attendez-vous pour enfin réinstaller l'ordre républicain et garantir notre État de droit ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Fabien Di Filippo. Le sinistre de l'intérieur !

M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur. Monsieur le député, je partage votre propos introductif, vous avez raison, il ne faut pas avoir l'indignité sélective, et si les actes commis par trois policiers dans le dix-septième arrondissement nous ont tous choqués – et j'ai pris des décisions extrêmement fortes : la suspension puis la révocation de ces fonctionnaires –, les quatre-vingt-dix-huit blessés samedi lors des manifestations sont effectivement aussi une tache sur la République. Ce midi, accompagné du député Stanislas Guerini, du maire du dix-septième arrondissement Geoffroy Boulard et de Frédéric Péchenard, j'ai souhaité rendre longuement visite à ces policiers qui font honneur à l'uniforme. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, Dem et Agir ens, ainsi que sur plusieurs bancs du groupe LR.*)

Cette question, monsieur le député, celle du respect que nous devons à nos forces de l'ordre, dépasse, me semble-t-il, les clivages politiques. Les difficultés que connaît notre nation, l'augmentation du terrorisme depuis 2012, vous le savez bien, commençant avec l'affaire horrible de cette école juive où un islamiste radical a tué des enfants dans la cour, et depuis malheureusement de nombreux attentats terroristes où les policiers sont en première ligne, l'augmentation très forte des violences, des refus d'obtempérer, bien évidemment, mais aussi de manifestations bien plus violentes qu'auparavant – et ce depuis plus de quinze ans, toutes les études le montrent –, font qu'en effet nous devons avoir un regard sur ce qui ne va pas au ministère de l'intérieur.

Tout à l'heure, M. Falorni a parlé des « sept péchés capitaux de la police » : non, ce sont, me semble-t-il, les sept péchés capitaux du ministère de l'intérieur.

Mme Caroline Abadie. C'est un réquisitoire contre Castaner !

M. Gérald Darmanin, ministre. Cela a été, monsieur le député, la suppression d'effectifs (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.* – *M. Jean-Jacques Bridey désigne les bancs du groupe LR.* – *Exclamations sur les bancs du groupe LR*), la suppression de l'encadrement intermédiaire, la suppression de la formation initiale, la suppression d'écoles également. En quinze ans. La question étant tellement importante, je crois que chacun peut se regarder dans la glace. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

Données clés

Auteur : [M. Stéphane Viry](#)

Circonscription : Vosges (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3570

Rubrique : Sécurité des biens et des personnes

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [2 décembre 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [2 décembre 2020](#)